

Le Forum Ketagalan 2023

Isabelle Feng

11-09-2023

11 septembre 2023

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Isabelle Feng a étudié l'économie à l'Université de Wuhan, puis le droit à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne et à Paris Dauphine. Chercheuse spécialisée en RSE au Centre Perelman de philosophie du droit de l'Université libre de Bruxelles, elle s'intéresse à la gouvernance des entreprises chinoises cotées à l'étranger et plus généralement, aux évolutions géopolitiques. Ses recherches portent principalement sur la force extraterritoriale des lois dans le contexte globalisé. Isabelle Feng exerce aussi une activité de conseil en fusions et acquisitions transfrontalières liées à la Chine.

Le Forum Ketagalan 2023

Isabelle Feng

11 septembre 2023

Depuis 2017, chaque été, entre typhons et canicules, le ministère des Affaires étrangères (MOFA) de la République de Chine (le nom officiel de Taiwan) organise le Forum Ketagalan à Taipei, en coordination avec divers think tanks taiwanais. Intitulé initialement *Asia-Pacific Security Dialogue*, le Forum est baptisé, depuis 2022, *Indo-Pacific Security Dialogue* - le nom *Ketalagan* (凱達格蘭 : *Kǎidágélán*), qui désigne une des populations aborigènes de l'île, est aussi le nom de l'artère qui mène au palais présidentiel à Taipei, le *Ketagalan Boulevard*.

Le 8 août 2023, la 7ème édition du Forum a eu lieu au Grand Hyatt Taipei comme à l'accoutumée. Inauguré par la Présidente Tsai Ing-Wen (蔡英文, le Forum était organisé entièrement en présentiel pour la première fois en trois ans. Venus de 12 pays, une dizaine d'intervenants - personnalités politiques, universitaires et experts - ont débattu sur divers sujets d'actualité géopolitique : la nouvelle chaîne d'approvisionnement mondiale, le nouvel ordre sécuritaire (forcément) mondial, la guerre de l'information et ses impacts sur la démocratie. En revanche, la possibilité d'un conflit militaire entre les deux rives du Détroit de Taiwan a été reléguée au second plan.

Car personne ne croit en une guerre imminente. Ce qui n'empêche qu'aucun n'exclut un tel scénario. Tous sont d'accord sur l'importance capitale de la dissuasion (*deterrence*). Dans son discours, Taro Aso, ancien Premier ministre du Japon, a insisté sur la nécessité de disposer de capacités de dissuasion pour maintenir la paix dans le Détroit, mais également sur celle de faire comprendre à l'adversaire la volonté de recourir à la force le cas échéant. Si l'on se souvient du dénouement de la crise de 1995-1996, quand Pékin avait tiré des missiles dans les eaux taiwanaises, on a envie de donner raison à l'actuel vice-président du Parti Liberal Démocratique (PLD), au pouvoir au Japon. A l'époque, pour dissuader Pékin, Washington avait déployé la flotte militaire la plus importante depuis la guerre du Viet Nam. Certes, 30 ans après, le nombre de navires de la République populaire a cru de manière exponentielle, mais la marine de la Chine communiste n'a aucune expérience d'une vraie guerre...

Le mot *like-minded* (ceux qui partagent les mêmes visions des choses) est revenu régulièrement dans cette journée de débats, comme ceux de *decoupling* ou de *derisking*, pour décrire la restructuration de la chaîne mondiale d'approvisionnement. La globalisation a mis plus de 20 ans pour former une chaîne d'approvisionnement dont presque chaque maillon comporte un élément chinois, ce qui rendrait tout éventuel découplage douloureux. Comme certains maillons sont moins stratégiques que les autres et que les intérêts des pays du camp démocratique, même *like-minded*, varient considérablement, ceux-ci doivent se souder les uns aux autres au lieu de mener chacun de son côté son propre numéro d'équilibriste entre sécurité économique et sécurité politique. Car si les pays de petite taille, tels la Lituanie ou l'Estonie, tremblent face à la coercition économique exercée par Pékin, les embargos infligés par le géant asiatique à des économies plus importantes, comme le Canada ou l'Australie, ont produit peu d'effets. Sans parler des Etats-Unis, qui se soucient peu des représailles économiques chinoises, comme par exemple les restrictions annoncées par Pékin début juillet sur les exportations de gallium et de germanium.

Aux yeux des analystes taiwanais, une seule option s'impose à Taiwan, qui produit près de 70 % de puces mondiales : la sécurité économique et la sécurité politique ne font qu'un. Il faut diversifier les investissements, mais seulement avec des pays amis qui partagent les mêmes valeurs démocratiques, et non avec ceux qui ne proposent qu'un coût de production moins cher. Sans doute le jeu est-il plus délicat pour d'autres pays, comme la Corée du Sud : protégé

par le parapluie militaire américain, Séoul reste extrêmement dépendant du marché chinois qui absorbe 60 % de sa production de puces. On a vu comment la guerre en Ukraine avait forcé l'Allemagne à abandonner sa sécurité économique, symbolisée par la dépendance au gaz russe, pour choisir la sécurité politique, garantie par l'Alliance atlantique. Il y a peu de doute que Séoul suivrait le même chemin en cas d'une invasion de Taiwan par l'APL.

Les intervenants ont exhorté la communauté internationale à s'unir pour défendre le *statu quo* dans le détroit de Taiwan et y maintenir la paix, sans laquelle il n'y aurait pas de paix mondiale. Pourtant, on a noté un grand absent de ce jeu pivotale Indo-Pacifique : le "Sud global", ovni aux contours indéfinis. Un point soulevé par M. Karambir Singh, le président de la National Maritime Foundation de l'Inde. L'amiral indien avait beau s'interroger sur le rôle de ce *Global South* dans les tensions en Indo-Pacifique, mais étant donnée l'indifférence manifestée par celui-ci envers la guerre en Ukraine - et les milliards de dollars déversés par Pékin sur ses "nouvelles routes de la soie" -, on peut parier sans grand risque que les pays du Sud global afficheraient le même désintérêt si une guerre éclatait dans le Déroit...